

Conjoncture au 1er trimestre 2017/Pétrole

Sogara plus forte que la crise

Maxime Serge MIHIN-DOU

Libreville/Gabon

DETENUE désormais majoritairement par Gabon Oil Company, la Société gabonaise de raffinage (Sogara) réalise des bénéfices. Malgré un contexte économique difficile dans le secteur des hydrocarbures. Suite au relèvement des prix à la pompe, le chiffre d'affaires de l'entreprise s'est amélioré de 32,8% à

73 milliards de francs contre 55 milliards de francs sur une base comparable à 2016. Cependant, la faiblesse de la demande locale et extérieure a entraîné un recul de l'activité de raffinage. Le volume de pétrole brut traité a fléchi de 5,7% à 246 184 tonnes métriques. De même, les importations de produits raffinés ont chuté de 59,6%, en l'absence d'importation de gas-oil. Sur le plan commercial,

hormis les ventes de butane et de kérosène qui se sont bien comportées sur le marché local et extérieur, les ventes des autres produits se sont contractées.

Les installations de la Sogara.



Photo : Julie Ngumbi

Conjoncture au 1er trimestre 2017

Le commerce des lubrifiants en repli

MSM

Libreville/Gabon

AU terme du premier trimestre de l'année 2017, l'activité de fabrication de lubrifiants a pâti de la faiblesse des commandes des marqueteurs. De fait, la production a diminué de 12,3% pour se situer à 619 tonnes. Cependant, la fermeté des commandes locales de bidons en plastique a induit une forte progression des

emballages (+269,2%) à 63 522 unités. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a chuté de 25,3% pour se situer à 801 millions de francs. S'agissant de la production consolidée des gaz industriels, elle s'est établie à 231 614 m³ à fin mars 2017. Soit une hausse de 77,9% par rapport à fin mars 2016. Et ce, en raison de la résorption des problèmes techniques rencontrés un an plus tôt, notamment les dysfonc-

tionnements de l'usine au niveau de la production de l'oxygène et de l'azote. Cependant, sur le plan commercial, la faiblesse des commandes des pétroliers et des parapétroliers a entraîné une baisse de 2,7% du chiffre d'affaires évalué à 650,2 millions de francs.

Le commerce des lubrifiants a baissé de 12,3% au 1er trimestre 2017.



Photo : Josué MVE MBA

Conjoncture au 1er trimestre 2017/masse salariale

La masse salariale en hausse de 3 %

Maxime Serge MIHIN-DOU

Libreville/Gabon

SELON la Direction générale du budget et des finances publiques (DGBFIP), la masse salariale du secteur public exécutée au premier trimestre 2017 s'est établie à 169,5 milliards de francs, en hausse de 3,2% par rapport au premier trimestre 2016. Cette variation, s'explique par l'accroissement de 3,5% de la solde permanente en dépit de la baisse de la masse salariale liée à

la main-d'œuvre non permanente (-2,4%). En effet, la hausse de la solde permanente provient essentiellement de la mise en solde de certains agents publics initialement en présalaire (éducation, administration économique, etc.), mais également du relèvement des effectifs de l'administration centrale. Cette évolution a été enregistrée avant la mise en application des mesures annoncées visant la maîtrise de ce poste de dépenses qui interviendront tout au long de l'année. En revanche, concernant les

agents de la main-d'œuvre non permanente, la baisse au premier trimestre 2017 de la masse salariale est expliquée par le repli des effectifs de cette catégorie. Au total, les mesures d'ajustement envisagées devraient aboutir à une inversion de la tendance de la masse salariale globale. Au terme du premier trimestre 2017, la masse salariale de la majorité des administrations a été en hausse : l'administration centrale (+14,1%), les pouvoirs publics (+4,4%), l'éducation (+2,4%), l'économie (+0,8%). La mise en solde de certains agents explique cette évolution.



Photo : Aristide Moussovou

La masse salariale s'est établie à 169,5 milliards de francs au 1er trimestre 2017.

Conjoncture au 1er trimestre 2017/Fonction publique

Légère baisse des effectifs

MSM

Libreville/Gabon

A fin mars 2017, le secteur public compte 102 270 agents contre 102 658 à la même période en 2016. Cette diminution (-0,4%) provient de la baisse simultanée des effectifs de la Fonction publique et ceux de la main-d'œuvre non permanente (MONP). En effet, au premier trimestre 2017, les effectifs de la Fonction publique ont baissé de 0,2% à 87 337 agents. Cette tendance est le résultat de la politique restrictive du gouvernement en

matière de maîtrise des effectifs afin de converger progressivement vers la norme communautaire liée à la masse salariale (<35%). La baisse de 1,6% des effectifs de la main-d'œuvre non permanente à fin mars 2017 est liée au repli des effectifs de cette catégorie d'agents affectés à Libreville (-10,4%). En dépit de la hausse des agents de l'intérieur du pays (+6,0%), en liaison avec le recensement exhaustif de ces agents. Sur les trois premiers mois de l'année, plusieurs administrations ont vu leurs effectifs se réduire suite à une meilleure application de la décision du

non remplacement systématique des départs à la retraite. Ainsi, l'on a enregistré une baisse de la quasi-totalité des effectifs des différentes administrations, notamment les administrations économiques (-11,1%), les administrations de développement (-6,2%) et les pouvoirs publics (-4,1%). Par contre, l'administration centrale a enregistré une forte augmentation (+25,6%) de ses effectifs au premier trimestre 2017. Cette évolution s'explique par le passage en solde des agents au ministère de la justice, essentiellement les gardiens de la paix nouvellement recrutés.



Photo : JF MAROLA, JF MAROLA

Le secteur public compte 102 270 agents à fin mars 2017.

Brèves

RDC/Hydroélectrique : Doublement de la capacité de production d'Inga III

En République démocratique du Congo (RDC), la capacité de production de la centrale hydroélectrique d'Inga III sera finalement comprise entre 10 000 et 12 000 MW. Soit plus du double du potentiel initial de 4 800 MW. C'est ce qu'a annoncé Bruno Kapandji, directeur de l'Agence pour le développement et la promotion du projet Grand Inga (ADPI-RDC). Ce plan d'expansion dont l'investissement n'a pas été précisé vise non seulement à répondre à la demande croissante en énergie mais aussi à réduire les coûts liés aux travaux de construction de l'infrastructure, indique le dirigeant à Reuters.

RD Congo/Projet Kasombo : Cape Lambert cède ses droits à FE Ltd

La compagnie listée sur ASX, Cape Lambert, a conclu un protocole d'accord contraignant avec FE Ltd, afin de lui céder ses droits sur le projet de cuivre/cobalt Kasombo, en RD Congo. Lesdits droits avaient été établis suite à la conclusion, en mai dernier, d'une joint-venture avec Paragon Mining, portant sur Kasombo et sur le projet adjacent Kipushi.

Ghana/Production pétrolière : pas d'impact sur les recettes de l'État

La hausse de la production d'or noir au Ghana n'améliorera pas suffisamment les recettes publiques, ni ne comblera le déficit budgétaire, indique Bloomberg. En début d'année, le pays tablait non seulement sur une multiplication par trois de sa production pour doper ses recettes publiques, mais aussi sur un prix moyen du pétrole à 56 dollars alors que la moyenne des cours est actuellement de 52 dollars. Le Ghana prévoyait ainsi de réduire de 6,5% son déficit budgétaire qui était de 1,6 milliard de dollars. Malheureusement, les options de financement demeurent limitées.

Nigeria/Pétrole : Réduction de la production

Au Nigeria, les responsables du secteur pétrolier ont pris la mesure de l'urgence de plafonner sa production pétrolière. Mercredi, Ibe kachikwu, le ministre en charge des ressources pétrolières a déclaré que « le gouvernement fédéral appuiera un plafonnement de sa production pétrolière ». Le pays qui envisage de retrouver, avant la fin de l'année, ses 2,4 millions de production journalière d'antan, espère plafonner sa production à 1,8 million de barils par jour. C'est 100 000 barils de plus qu'il n'en produit actuellement.

Rassemblées par F.A.